

## ***GÉNÉRATION EUROPÉENNE***

*Contribution présentée par*

*Stéphane Bertrandie (AF 80), Stéphanie Blanpied (BN 95), François Cagne (AF 74), Baptiste Chapuis (BN 45), Bérengère Delhomme (AF 36), Thibault Demonet (BN 54), Ludovic Devergne (Délégué CCR Poitou Charente), Sandrine Druon (AF 64), Fabien Durand (AF 79), Julie Fradin (AF 85), Florent Geffard (AF 49), Florent Guitton (AF 63), Alban Kerbeuf (AF 22), Michel Oriéroux (AF 56), Wilfrid Pailhès (AF 23), Georges Péralès (AF 30), Maxime Picard (CNA 79), Sarah Proust (BN 92), Arnaud Rousseau (AF 54), Cédric Talbourdet (AF 86).*

Nous sommes jeunes, socialistes et européens. Nous sommes la génération européenne !  
Les jeunes de notre âge sont nés avec l'idée que nos aînés ont construit l'Europe comme le lieu de la paix et de la démocratie.

L'histoire de l'Union Européenne a été celle de tous les défis, de la réconciliation des ennemis d'hier jusqu'à l'avènement de la monnaie unique. L'Euro est aujourd'hui une réelle réussite économique et nous vivons depuis 10 ans sur les acquis de cette réussite. Pour poursuivre l'aventure collective, il nous fallait trouver un nouveau défi. Il y a quelques mois, nous écrivions que notre nouveau défi pour l'Europe passait par la construction d'une Europe politique, nous sommes désormais à quelques mois de ce rendez-vous tant attendu.

Il ne se trouve pas de socialistes qui ne disent « et maintenant l'Europe sociale et politique ! ». Si nous divergeons, c'est sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à cet objectif.

Trop jeunes en 1992 pour voter le Traité de Maastricht, notre génération peut aujourd'hui rencontrer l'Histoire, son histoire. Et le premier chapitre en est déjà rédigé, il constitue un instrument de conquête de droits sociaux, politiques et économiques, il porte un titre : Traité Constitutionnel.

### **L'Europe en partage**

Les jeunes socialistes français sont donc à la croisée des chemins. Nous pouvons dès à présent nous engager sur la voie étroite du réformisme socialiste. Le pari est audacieux, car il nécessite une clarification de ce qu'est profondément et depuis longtemps le socialisme.

Les socialistes français ont contribué à la construction européenne dès son origine. Ils ont depuis 47 ans fait le pari que mettre en commun certaines politiques permettrait de rapprocher les peuples. Au bout de 25 ans, le résultat a été visible. Nous considérons que l'Europe est un instrument. Elle a été le cadre qui a permis la pacification du continent ; elle sera le cadre de la transformation sociale, car tout comme l'Etat, l'Europe, parce qu'elle est un instrument, peut réguler et être un espace de justice sociale.

Elle est aussi un réceptacle qui permettra l'établissement d'un projet de civilisation. Or, ce projet passe par l'extension démocratique et par son appropriation par l'ensemble des citoyens européens. C'est en cela que ce Traité pourra permettre de créer de nouveaux rapports de forces devant bénéficier à notre idéal réformiste ; L'Europe peut donc être un espace politique si tant est qu'elle s'en donne les moyens, et la réponse réside dans le Traité Constitutionnel que nous aurons à voter.

L'Union Européenne représente plus de 50% de l'aide publique au développement dans le monde. Avec l'élargissement, ce sont dix nouveaux pays qui viendront grossir les rangs des bailleurs de fonds internationaux. L'Europe, par delà ses défauts, est aussi un instrument de promotion sociale dans le monde entier.

Tous les socialistes sont européens, dit-on. Nous voulons bien le croire, même si nous avons entendu l'année dernière quelques dérapages sur la « Bourgogne plutôt que la Pologne ». Néanmoins, dire que l'Europe est aussi une finalité politique, parce que fidèle à l'ambition internationaliste des socialistes, ce n'est pas la même chose que de la laisser au seul rang de moyen au service de notre cause. L'Europe n'est pas qu'un outil pour bricoler quand c'est possible, et qu'on rejeterait à l'arrière plan quand celle-ci ne nous conviendrait plus.

### **Le « non » est possible...**

Car dire non au projet de Constitution européenne est possible. Néanmoins, ce n'est cohérent et acceptable que si ceux qui nous le proposent nous montrent une alternative, des alliés, un projet. Or, les jeunes socialistes français ont sur ce point un petit souci. Les syndicalistes sont dans le camp d'en face, les socialistes européens, exceptés les sympathiques Maltais, ne partagent pas non plus cet idéal. Les Verts européens goûtent également assez peu de ce pain-là. Il reste donc de très disparates communistes à travers l'Europe, et quelques gauchistes.

Disons le franchement, il n'est pas choquant de partager par accident les options de ces quelques formations politiques, mais il est clair qu'aucune de ces dernières ne peut devenir un allier au niveau Européen. La conséquence qu'il faut tirer de cette absence d'alliés est que la crise se résoudra sans ceux qui l'ont ouverte.

### **... mais tient de l'impasse**

L'aventure solitaire est donc possible, car si les convictions défendues sont justes et qu'aucun compromis si positif soit-il ne peut convenir aux yeux des jeunes socialistes français, alors il faut assumer l'isolement. Simplement, il ne faut pas faire rêver sur des lendemains meilleurs et une constitution ultérieure plus favorable, car cela relèverait de la démagogie la plus pure. Non, il faut assumer une conviction qui mène à l'isolement et à la marginalité, et uniquement à cela.

Le problème que nous constatons, c'est qu'il est difficile de croire que le seul choc du 21 avril 2002 ait pu détourner d'un seul coup d'un seul et au même moment toutes celles et ceux qui étaient à l'initiative des hymnes les plus enthousiastes sur le Traité de Nice et sur la charte des droits fondamentaux. Après ce 21 avril 2002, tout aurait changé. Gramsci passe et les jeunes socialistes trépassent. Car ceux qui tentent aujourd'hui d'imposer une hégémonie culturelle à gauche sont tout sauf socialistes. De l'aveu même de ces nouveaux intellectuels, leur objectif est de mettre en place une solution alternative à gauche, hors le PS, donc hors le MJS, hors le PCF, hors les Verts, et même hors les groupuscules trotskistes. La bataille culturelle à gauche est ouverte dans les termes mêmes de ce que décrivait Gramsci il y a un siècle, sauf que les militants socialistes sont la cible et non les acteurs de cette bataille pour l'hégémonie culturelle.

### **L'économie de marché et le socialisme**

N'en déplaisent aux nostalgiques de l'Europe de l'Acte Unique voulue et signée par Laurent Fabius alors Premier Ministre, les termes du débat ont changé. « *L'économie de marché ouverte où la concurrence est libre* » est aujourd'hui remplacée par une expression beaucoup plus éloignée du libéralisme que cette dernière. « *L'économie sociale de marché* », qui permet le développement durable, le plein emploi, le progrès social, la cohésion économique, sociale et territoriale, la lutte contre l'exclusion dans la droite ligne de la stratégie de Lisbonne de 2000, voulue par les socialistes de l'époque, la justice et la protection sociales, et la solidarité entre les générations. Bref le marché n'est plus la finalité de l'Union Européenne, mais aussi un moyen au service du modèle social européen. De même, la concurrence est certes libre mais aussi non faussée, ce qui n'est déjà plus la liberté absolue, puisque nous aussi, comme socialistes, dénonçons les monopoles d'entreprises multinationales.

De même, les jeunes socialistes qui prônent le « non » doivent admettre que leur revendication du mois de juin 2004 de construire un grand Parti Socialiste Européen transnational n'est plus d'actualité puisqu'ils lui refusent le droit d'aiguiller le débat des différents partis membres : là, c'est un renoncement qu'ils devront assumer.

## **Prenons la mesure des enjeux du débat sur la Constitution**

Le Traité institutionnel est un compromis européen. Il place les jeunes socialistes français devant une alternative simple. Ils peuvent conduire une réflexion totalement autocentrée, se convaincre qu'ils détiennent la vérité sur ce que doit être un bon Traité Constitutionnel, prôner le rejet de celui qui leur est proposé et donner des leçons à toute l'Europe. Ils peuvent au contraire porter leur débat à l'échelle européenne, prendre la mesure du mouvement de l'Histoire : celle d'une Europe divisée et menacée par les conflits. Ils peuvent considérer qu'il s'ouvre une autre période: celle de la bataille sociale et politique pour une Europe de justice et de démocratie.

Enfin, nous entendons que ce traité serait gravé dans le marbre. Cet argument, nous le disons, nous l'aimons. Car le Traité de Rome a tenu 29 ans avant d'être révisé. Mais après, ce fut l'escalade : 1986 l'acte unique, 1992, traité de Maastricht, 1997 traité d'Amsterdam, 2000 traité de Nice, et 2005 referendum pour le traité constitutionnel, 5 révisions en 20 ans !

Le Traité Constitutionnel est donc comme tout Traité révisable. Des avancées seront intégrées lorsque la gauche sera majoritaire, la droite, comme à son habitude, détricotera le travail, une fois arrivée au pouvoir. C'est cela l'Europe, nous assumons cette réalité parce que nous assumons le vote démocratique et donc l'alternance.

## **Agir !**

La responsabilité de tous les militants européens de gauche est historique. Nous pensons que sans ce Traité Constitutionnel, on tue dans l'œuf l'Europe politique et l'Europe sociale.

Le MJS ne s'est jamais isolé des débats de la gauche et dans ses premières années, il a même impulsé des débats et encouragé le PS à engager de nouvelles pistes de réflexion. Il serait donc cohérent avec son histoire et ses objectifs affichés d'organiser un débat et un vote sur le Traité Constitutionnel.

Le texte d'orientation du Congrès de Lamoura n'a pas réglé cette question. Quelle que soit la position des jeunes socialistes, elle constituerait donc un changement d'orientation politique qui nécessite un débat et un vote.

Nous demandons donc que soient organisés dans chaque fédération un débat contradictoire et un vote pour déterminer la position du MJS sur le Traité Constitutionnel.

Mesurez, bien chers camarades, qu'il aura fallu 50 ans pour reparler d'Europe de la Défense après l'échec de la CED (Communauté Européenne de Défense, 1954). Nous n'attendrons pas 2054 pour prendre le tournant - historique - de l'Europe sociale et politique.